

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 30 juin 2017

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Le Fonds monétaire international (FMI) a maintenu en juillet ses perspectives de croissance mondiale à +3,5 % en 2017 puis +3,6 % en 2018, confirmant l'affermissement de la reprise. Le redressement de l'activité s'est révélé plus dynamique que prévu dans plusieurs grandes économies avancées et émergentes avec une accélération de la reprise au deuxième trimestre. Toutefois, la conjoncture a été moins favorable qu'attendue aux États-Unis et au Royaume-Uni.

S'agissant de la zone euro, le FMI table sur une croissance du PIB à +1,9 % en 2017 (+0,2 point) : la demande intérieure a été vigoureuse sur le premier trimestre et l'activité a rebondi au-delà des performances prévues.

À l'issue de la réunion du 7 septembre 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangés les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00 %, de la facilité de prêt marginal à 0,25 % et de la facilité de dépôt à -0,40 %. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé que « les achats nets d'actifs devraient être réalisés, au rythme mensuel actuel de 60 milliards d'euros, jusque fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif », à savoir « un retour durable des taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,5 % au deuxième trimestre 2017 pour la troisième fois consécutive. Le FMI a par ailleurs légèrement redressé sa prévision de croissance 2017 à 1,5 % (+0,1 point).

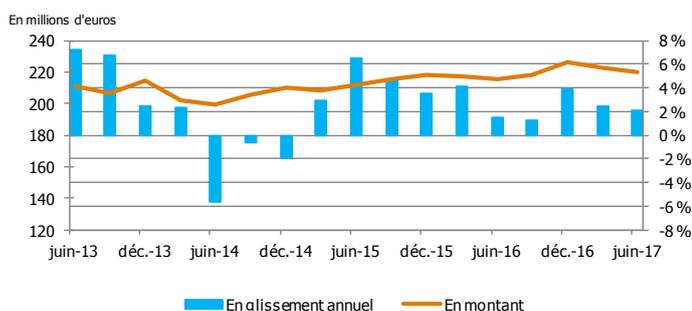
UNE ÉVOLUTION CONTRASTÉE DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

L'activité bancaire affiche des résultats disparates au premier semestre 2017, en lien avec une conjoncture économique moins favorable à Saint-Pierre-et-Miquelon.

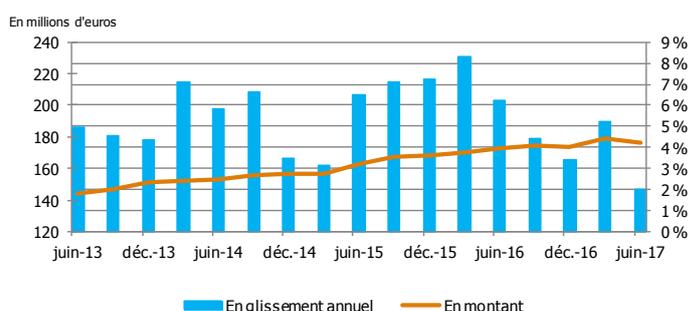
Bien que l'encours sain progresse sur douze mois (+2,0 %, soit +3,5 millions d'euros), ce dernier affiche un rythme de croissance inférieur à celui observé l'année passée à la même période (+6,2 %, soit +10,1 millions d'euros). L'encours de crédits des collectivités locales enregistre une nette progression en glissement annuel (+43,8 %, soit +7,1 millions d'euros), contribuant majoritairement à la hausse de l'encours total de crédits. À l'inverse, les crédits octroyés aux ménages et aux entreprises s'inscrivent en baisse sur un an (respectivement -2,9 % et -0,9 %).

Les placements des agents économiques, quant à eux, s'accroissent sur un an (+2,1 %), en raison de l'augmentation combinée des actifs financiers des entreprises et des autres agents (respectivement +22,4 % et +9,7 %), tandis que l'épargne des ménages recule (-1,1 %).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires



L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT EN PERTE DE VITESSE¹

Nouveau repli des crédits d'investissement²

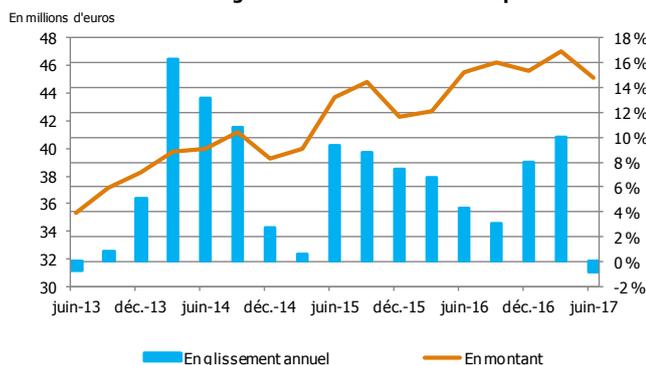
L'encours global de crédits aux entreprises enregistre sa première baisse depuis quatre ans en glissement annuel (-0,9 %, soit -0,4 million d'euros), pour s'établir à 45,1 millions d'euros au 30 juin 2017.

Cette diminution s'explique par le net repli des **crédits d'investissement** enregistré au cours des douze derniers mois (-11,9 %), qui fait suite à la baisse amorcée au semestre précédent (-5,8 % en glissement annuel). Ces derniers demeurent néanmoins la principale composante de l'encours des entreprises (68,3 %) et s'élèvent à 30,8 millions.

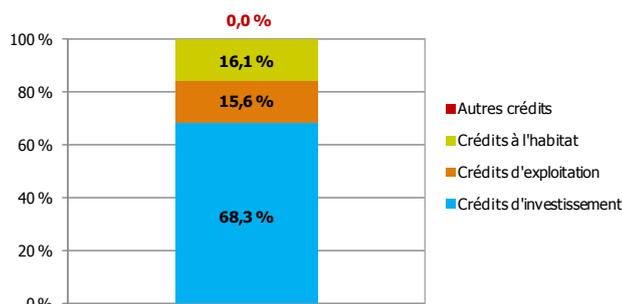
En revanche, les **crédits immobiliers**, qui représentent 16,1 % des crédits aux entreprises, progressent fortement sur un an (+69,7 %, soit +3,0 millions d'euros), pour s'établir à 7,3 millions d'euros.

L'encours des **crédits d'exploitation** s'accroît également sur un an (+12,5 %, soit +0,8 million d'euros), après la baisse observée en juin 2016 (-13,3 %). Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des crédits de trésorerie, qui ont presque triplé sur un an.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



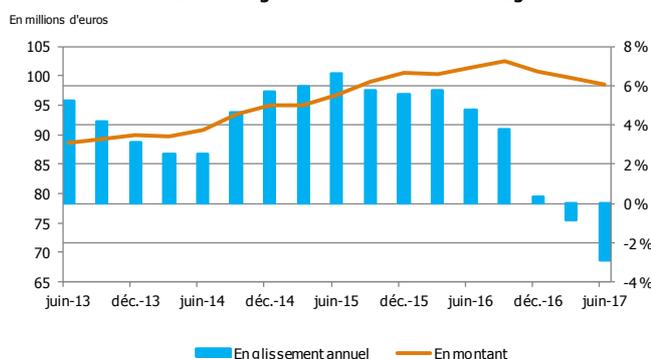
Évolutions fragiles des crédits aux ménages²

Les **crédits aux ménages** s'inscrivent en baisse ce trimestre sur un an (-2,9 %), pour s'établir à 98,6 millions d'euros au 30 juin 2017. Cette évolution est cependant partiellement attribuable à la migration informatique de l'un des établissements de crédit de la place, qui a modifié la répartition de ses encours de crédits à l'habitat entre les différents agents économiques.

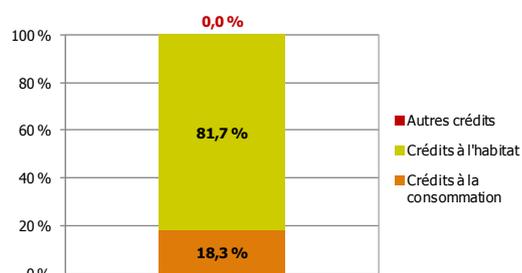
Ainsi, après deux années consécutives de hausse (+8,0 % à fin juin 2015 et +5,1 % à fin juin 2016), les **crédits à l'habitat** diminuent sur douze mois (-3,9 %). Principale composante des crédits des ménages (81,7 %), ces derniers s'élèvent à 80,6 millions d'euros.

En revanche, les **crédits à la consommation** progressent sur un an (+1,8 %, soit +0,3 million d'euros). Cette évolution est principalement portée par l'accroissement des crédits de trésorerie (+3,1 % en glissement annuel, soit +0,5 million d'euros), tandis que dans une moindre mesure les comptes ordinaires débiteurs ont été divisés par deux (soit -0,2 million d'euros).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



¹ Les données concernant les encours consentis à l'économie ont été revues historiquement à partir du 31/12/2013.

² Au deuxième semestre 2016, le paysage bancaire de l'archipel a été marqué par un changement d'importance suite à la fusion de la BDSPM et de la CEPAC. Cette évolution a eu une incidence sur la répartition des crédits à l'habitat entre agents économiques.

Nouvelle hausse des crédits aux collectivités locales

L'encours des **crédits consentis aux collectivités locales** enregistre une nette progression au cours des douze derniers mois (+43,8 %, soit +7,1 millions d'euros), pour s'établir à 23,2 millions d'euros au 30 juin 2017. Depuis le deuxième semestre 2016, cet encours est constitué uniquement de crédits d'investissement, qui ont presque doublé sur un an (+11,1 millions d'euros).

Dégradation de la sinistralité

L'encours des **créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 6,4 millions d'euros au 30 juin 2017, en très nette hausse sur un an (+51,6 %, soit +2,2 millions d'euros). Cependant, cette hausse ne concerne qu'un nombre limité d'opérations. Le taux de créances douteuses s'accroît en glissement annuel (+1,4 point) pour s'établir à 3,8 %.

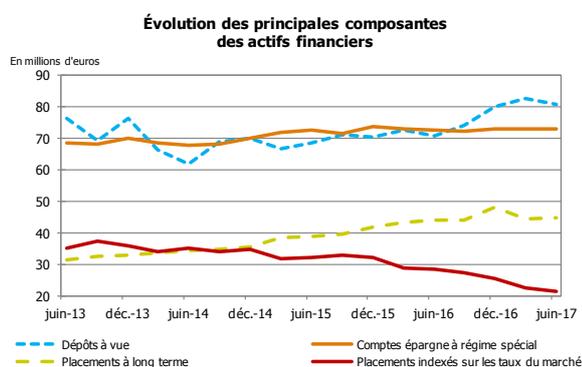
Parallèlement, les provisions des établissements de crédit installés localement progressent dans des proportions moindres (+8,8 % sur un an, soit +0,3 million d'euros). Par conséquent, le **taux de provisionnement** des banques locales se dégrade au cours des douze derniers mois (-21,2 points) et s'élève à 53,7 % au 30 juin 2017.

DES ACTIFS FINANCIERS EN HAUSSE, MALGRÉ LES MÉNAGES

Les actifs financiers des agents économiques progressent à fin juin 2017, en glissement annuel, mais une analyse plus fine révèle des évolutions contrastées.

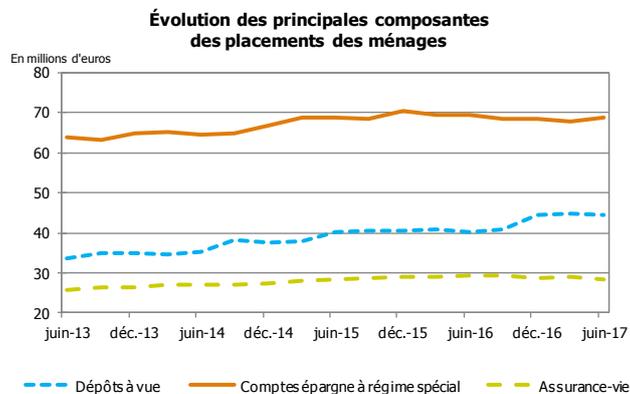
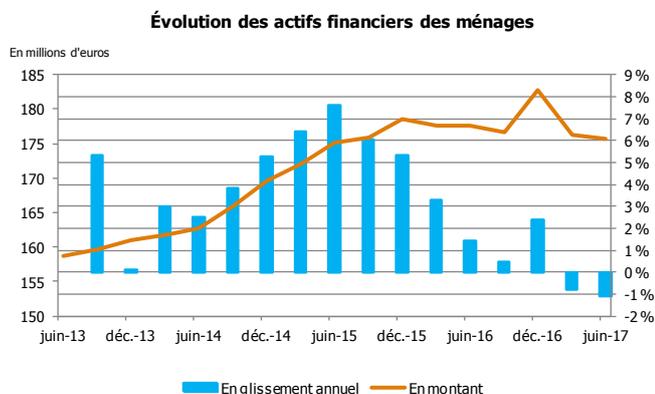
Ainsi, l'encours **total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon** s'élève à 219,9 millions d'euros, en hausse de 2,1 % sur un an, un rythme légèrement supérieur à celui observé fin juin 2016 (+1,6 %). Cette évolution est attribuable à l'augmentation des placements des entreprises (+22,4 %) et, dans une moindre mesure, des autres agents (+9,7 %). En revanche, l'épargne des ménages s'inscrit en baisse sur douze mois (-1,1 %), pour s'établir à 175,7 millions d'euros, un niveau proche de celui observé fin juin 2015.

Cette croissance de l'encours total s'explique principalement par la nette progression des **dépôts à vue** (+14,5 %), tandis que les **placements liquides ou à court terme** affichent une baisse de l'encours en glissement annuel (-6,5 %). Ces derniers demeurent néanmoins la principale composante du total des actifs financiers (42,9 %). Ce repli est attribuable aux placements indexés sur taux de marché, en repli sur l'année (-25,1 %). En revanche, l'**épargne de long terme** s'accroît sur douze mois (+2,1 %), portée par la progression des plans d'épargne logement (+11,7 %).



Diminution de l'épargne des ménages

Après un ralentissement du rythme de croissance observé entre juin 2015 (+7,6 %, sur un an) et juin 2016 (+1,4 %, sur un an), les **placements des ménages** s'inscrivent dorénavant en baisse au 30 juin 2017, sur douze mois (-1,1 %, soit -2,0 millions d'euros). Ces derniers, qui représentent près de 80 % du total des actifs financiers, s'élèvent cependant à 175,7 millions d'euros, un niveau supérieur à la moyenne de longue période (160 millions d'euros).



Cette évolution est exclusivement attribuable au repli des **placements liquides ou à court terme** (-7,6 % en glissement annuel) et particulièrement à la baisse des placements indexés sur les taux de marchés (-26,4 %, soit -6,4 millions d'euros).

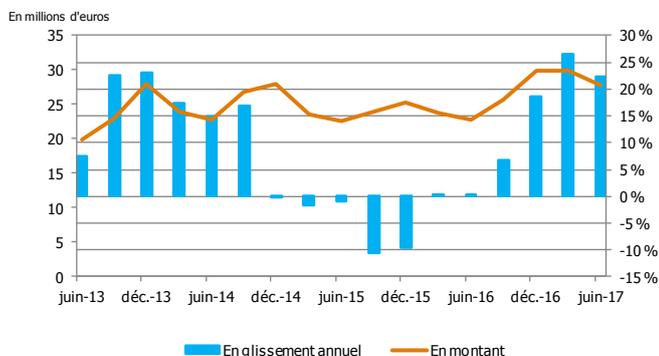
À l'inverse, les **dépôts à vue** affichent une nette augmentation sur douze mois (+10,6 %), qui fait suite au ralentissement de leur rythme de croissance enregistré l'année passée (ce dernier passant de +13,4 % fin juin 2015 à +0,5 % fin juin 2016). L'**épargne à long terme** des ménages s'inscrit également en hausse au cours de l'année (+2,0 %), bien que cette dernière enregistre une moindre progression par rapport au premier semestre 2016 (+12,7 %).

Accélération de la croissance des actifs financiers des entreprises

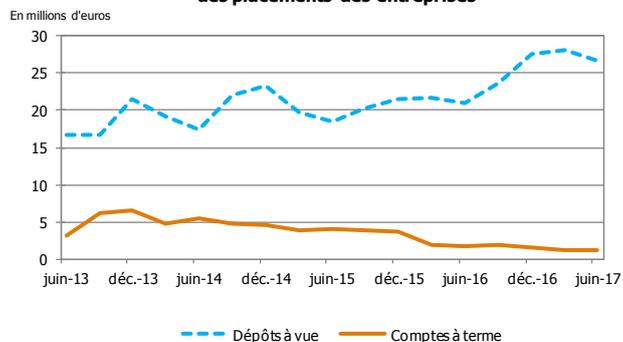
Le rythme de croissance des **placements financiers des entreprises** s'accélère fortement ce semestre, passant de +0,3 % à fin juin 2016 sur un an à +22,4 % à fin juin 2017, pour s'établir à 27,8 millions d'euros.

Cette évolution s'explique exclusivement par la progression des **dépôts à vue** (+27,0 % sur un an), qui représentent la majorité des actifs des entreprises (95,9 %). À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** continuent de baisser sur douze mois, pour la troisième année consécutive (-33,9 %, après -25,8 % fin juin 2015 et -58,1 % fin juin 2016), en raison du repli des placements indexés sur les taux de marché (-34,1 %).

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Croissance dynamique des placements des autres agents

Pour la troisième année consécutive, les **placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) s'inscrivent en hausse à fin juin sur un an (+9,7 %, après +5,4 % en 2015 et +5,0 % en 2016). Ces derniers s'élèvent à 16,5 millions d'euros au 30 juin 2017.

Cet accroissement est essentiellement attribuable aux **placements liquides ou à court terme**, en augmentation sur un an (+19,3 %), tandis que les **dépôts à vue** rebondissent au cours des douze derniers mois (+3,5 % après -6,3 % au premier semestre 2016).

MÉTHODOLOGIE

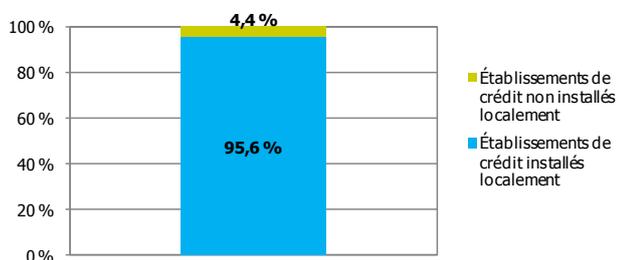
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissements de crédit non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

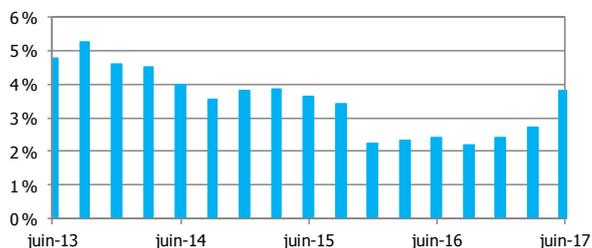
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	8,3	9,6	7,2	6,3	7,0	6,0	7,3	7,1	16,8 %	12,5 %
<i>Créances commerciales</i>	0,9	2,4	1,5	1,3	2,1	0,8	1,0	1,2	44,0 %	-8,8 %
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,9	3,3	2,0	0,6	0,6	2,4	2,2	1,7	-28,9 %	184,0 %
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,1	0,1	0,0	0,3	0,3	2,1	1,8	1,3	n.s.	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,4	3,9	3,8	4,4	4,3	2,9	4,2	4,2	47,1 %	-4,6 %
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits d'investissement	24,8	26,9	33,0	35,0	34,5	32,0	32,3	30,8	-3,8 %	-11,9 %
<i>Crédits à l'équipement</i>	24,8	26,9	33,0	35,0	34,5	32,0	32,3	30,8	-3,8 %	-11,9 %
(dt) <i>Entrepreneurs individuels</i>	0,9	1,0	1,1	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	-1,0 %	-5,2 %
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits à l'habitat	2,3	3,5	3,4	4,3	4,7	7,5	7,4	7,3	-3,5 %	69,7 %
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	35,3	39,9	43,7	45,5	46,2	45,6	47,0	45,1	-1,0 %	-0,9 %
Ménages										
Crédits à la consommation	15,3	17,0	17,1	17,7	17,8	18,2	18,1	18,0	-0,7 %	1,8 %
<i>Crédits de trésorerie</i>	14,9	16,5	16,7	17,3	17,5	17,9	17,9	17,8	-0,1 %	3,1 %
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	-33,7 %	-50,4 %
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits à l'habitat	73,3	73,8	79,8	83,8	84,8	82,6	81,5	80,6	-2,5 %	-3,9 %
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	88,6	90,9	96,9	101,5	102,6	100,8	99,6	98,6	-2,1 %	-2,9 %
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Crédits d'investissement	17,8	19,4	15,2	12,1	16,8	17,9	22,5	23,2	29,5 %	91,5 %
<i>Crédits à l'équipement</i>	17,8	19,4	15,2	12,1	16,8	17,9	22,5	23,2	29,5 %	91,5 %
Autres crédits	1,1	0,7	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Encours sain	18,9	20,1	15,5	16,1	16,8	17,9	22,5	23,2	29,5 %	43,8 %
Autres agents										
Encours sain	1,4	1,7	6,5	9,5	9,0	9,3	9,8	9,2	-0,7 %	-2,8 %
TOTAL										
Encours sain	144,238	152,656	162,555	172,668	174,602	173,565	178,856	176,145	1,5 %	2,0 %
<i>dont ECNIL</i>	1,565	1,548	1,690	0,976	0,972	1,575	1,567	1,594	1,2 %	63,2 %
Créances douteuses brutes	7,166	6,271	6,107	4,304	3,750	4,074	4,675	6,426	57,7 %	49,3 %
<i>dont ECIL</i>	7,166	6,271	6,107	4,238	3,750	4,074	4,675	6,426	57,7 %	51,6 %
Créances douteuses nettes	2,248	2,117	1,903	1,132	1,213	1,014	1,480	2,974	193,3 %	162,7 %
(dt) <i>Entreprises</i>	1,989	1,800	1,069	0,211	0,270	0,794	1,008	2,353	196,4 %	1013,0 %
(dt) <i>Ménages</i>	0,258	0,316	0,834	0,920	0,943	0,220	0,471	0,620	181,6 %	-32,6 %
Provisions	4,918	4,153	4,203	3,172	2,538	3,060	3,195	3,451	12,8 %	8,8 %
Encours brut total	151,404	158,927	168,662	176,973	178,353	177,638	183,532	182,571	2,8 %	3,2 %
Taux de créances douteuses	4,7 %	3,9 %	3,6 %	2,4 %	2,1 %	2,3 %	2,5 %	3,5 %	+ 1,0 pt	+ 1,1 pt
<i>dont ECIL</i>	4,8 %	4,0 %	3,6 %	2,4 %	2,2 %	2,4 %	2,7 %	3,8 %	+ 1,1 pt	+ 1,4 pt
Taux de provisionnement	68,6 %	66,2 %	68,8 %	73,7 %	67,7 %	75,1 %	68,3 %	53,7 %	- 14,6 pts	- 20,0 pts
<i>dont ECIL</i>	68,6 %	66,2 %	68,8 %	74,9 %	67,7 %	75,1 %	68,3 %	53,7 %	- 14,6 pts	- 21,2 pts

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-13	juin-14	juin-15	juin-16	sept.-16	déc.-16	mars-17	juin-17	1 sem	1 an
Sociétés non financières	19,9	22,8	22,6	22,7	25,6	29,9	29,9	27,8	-7,2 %	22,4 %
Dépôts à vue	16,7	17,4	18,5	21,0	23,7	27,6	28,1	26,6	-3,6 %	27,0 %
Placements liquides ou à court terme	3,2	5,5	4,1	1,7	1,9	2,3	1,8	1,1	-50,8 %	-33,9 %
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7	0,7	0,0	-98,8 %	0,7 %
Placements indexés sur les taux de marché	3,2	5,5	4,1	1,7	1,9	1,6	1,1	1,1	-30,9 %	-34,1 %
<i>dont comptes à terme</i>	3,2	5,5	4,1	1,7	1,9	1,6	1,1	1,1	-30,9 %	-34,1 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
Ménages	158,7	162,7	175,1	177,6	176,7	182,8	176,3	175,7	-3,9 %	-1,1 %
Dépôts à vue	33,7	35,3	40,0	40,2	40,7	44,4	44,8	44,5	0,1 %	10,6 %
Placements liquides ou à court terme	93,7	93,1	96,2	93,6	91,9	90,1	87,1	86,5	-4,0 %	-7,6 %
Comptes d'épargne à régime spécial	63,6	64,5	68,8	69,2	68,4	68,2	67,7	68,6	0,5 %	-0,9 %
<i>dont livrets ordinaires</i>	51,6	52,4	56,4	57,0	56,3	55,9	54,8	54,8	-2,1 %	-3,9 %
<i>dont livrets A et bleus</i>	11,5	11,6	11,9	11,7	11,7	11,8	12,4	13,2	12,3 %	13,4 %
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-10,0 %	-6,9 %
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	43,5 %	39,2 %
Placements indexés sur les taux de marché	30,0	28,6	27,4	24,4	23,5	21,9	19,4	18,0	-18,0 %	-26,4 %
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	28,7	28,3	27,2	24,3	23,4	21,9	19,4	17,9	-18,2 %	-26,5 %
<i>dont bons de caisse</i>	1,3	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	42,5 %	0,0 %
Épargne à long terme	31,4	34,3	38,9	43,8	44,0	48,3	44,4	44,7	-7,4 %	2,0 %
<i>dont plans d'épargne logement</i>	5,1	6,7	10,1	14,1	14,3	14,6	15,0	15,7	7,8 %	11,4 %
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont portefeuilles-titres</i>	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	-1,1 %	12,6 %
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	25,8	27,1	28,3	29,3	29,3	28,7	28,9	28,4	-0,9 %	-2,8 %
Autres agents	32,5	13,6	14,3	15,0	15,6	13,8	16,1	16,5	19,6 %	9,7 %
Dépôts à vue	26,1	9,2	10,0	9,4	9,6	7,8	9,5	9,7	24,7 %	3,5 %
Placements liquides ou à court terme	6,5	4,3	4,3	5,6	6,0	5,9	6,6	6,7	12,0 %	19,3 %
Comptes d'épargne à régime spécial	4,7	3,4	3,7	3,3	3,8	4,0	4,4	4,5	12,8 %	34,6 %
Placements indexés sur les taux de marché	1,8	1,0	0,6	2,2	2,1	2,0	2,2	2,2	10,4 %	-3,6 %
<i>dont comptes à terme</i>	1,8	1,0	0,6	2,2	2,1	1,7	1,9	1,9	11,9 %	-14,8 %
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	286,4 %	175,6 %
Total actifs financiers	211,1	199,1	212,0	215,3	217,9	226,5	222,4	219,9	-2,9 %	2,1 %
Dépôts à vue	76,4	61,9	68,6	70,6	74,0	79,9	82,4	80,8	1,2 %	14,5 %
Placements liquides ou à court terme	103,4	102,9	104,5	100,9	99,8	98,4	95,5	94,3	-4,1 %	-6,5 %
Comptes d'épargne à régime spécial	68,3	67,9	72,5	72,5	72,3	72,9	72,8	73,1	0,2 %	0,7 %
<i>dont livrets ordinaires</i>	55,8	55,3	59,5	59,8	59,6	60,1	59,4	58,7	-2,2 %	-1,7 %
<i>dont livrets A et bleus</i>	12,1	12,1	12,4	12,2	12,2	12,3	12,9	13,8	11,8 %	12,6 %
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-10,0 %	-6,9 %
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	43,5 %	39,2 %
Placements indexés sur les taux de marché	35,0	35,0	32,0	28,3	27,5	25,5	22,7	21,2	-16,7 %	-25,1 %
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	33,7	34,8	31,8	28,3	27,5	25,4	22,6	21,2	-16,8 %	-25,2 %
<i>dont bons de caisse</i>	1,3	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	42,5 %	0,0 %
Épargne à long terme	31,4	34,3	38,9	43,9	44,1	48,3	44,5	44,8	-7,2 %	2,1 %
<i>dont plans d'épargne logement</i>	5,1	6,7	10,1	14,1	14,3	14,6	15,1	15,8	8,2 %	11,7 %
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont actions</i>	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	48,4 %	64,3 %
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	0,0	0,0	0,0 %	0,0 %
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,5	0,5	0,5	-1,1 %	12,6 %
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	25,8	27,1	28,3	29,3	29,3	28,7	28,9	28,4	-0,9 %	-2,8 %

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr